

*Les subsides*

... ça fait à peine deux mois que nous sommes ici, mais je peux vous dire: Donnez-nous 20 ans au pouvoir, et cela s'en vient, et vous allez avoir un pays transformé.

Voilà ce que le premier ministre a déclaré à la Chambre, deux mois après son accession au pouvoir.

J'ai ici une citation de l'ambassadeur Yeutter, le principal représentant des États-Unis pour ces négociations. Il a déclaré la semaine dernière en parlant de la même période de 20 ans: «Les Canadiens ne comprennent pas ce qu'ils ont signé. Dans 20 ans, ils seront engloutis par l'économie des États-Unis.»

Tout ce que je peux dire, monsieur le Président, c'est que, quand il a tenu ces propos, le premier ministre aurait dû expliquer aux gens qu'il entrevoyait une telle possibilité au bout de 20 ans. Je signale au premier ministre que ni le Nouveau parti démocratique ni les Canadiens n'acceptent l'hypothèse sur laquelle M. Yeutter fonde sa conclusion. Ils n'acceptent pas les résultats de ces pourparlers. Ils n'acceptent pas l'idée que les conservateurs se font du Canada selon laquelle la seule façon pour un Canadien d'être sûr de lui consiste à devenir un Américain. Nous sommes convaincus que, pendant ce débat historique, les Canadiens qui sont déjà sûrs d'eux lutteront pour préserver un Canada indépendant, peu importe ce que veulent les conservateurs.

[Français]

Monsieur le Président, nous sommes à un point de jonction critique de notre histoire. Nous avons devant nous, comme pays indépendant aujourd'hui, la question la plus importante à laquelle nous ayons à faire face au cours de cette moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'entente commerciale a soulevé des préoccupations profondes d'un océan à l'autre au sujet de l'avenir de notre pays.

En tant que Canadien, je crois profondément que la survie de notre pays est en jeu. La survie du Canada comme nation souveraine et indépendante est menacée. C'est aussi sérieux que cela. Le gouvernement Mulroney a fait toutes les concessions dans les négociations avec les Américains: concessions dans le secteur des services, dans le secteur agricole, dans le secteur culturel, dans le secteur de l'énergie, même dans le contrôle des investissements et dans le programme de développement régional.

Monsieur le Président, l'objectif des négociations de ce gouvernement est clair. M. Mulroney et les conservateurs veulent donner le Canada pièce par pièce. Mais je dis que M. Mulroney comme premier ministre n'est pas propriétaire du Canada, c'est notre Canada, toute la population, et il n'a pas le droit de le donner.

Monsieur le Président, au cours de la dernière campagne électorale, le premier ministre a promis plus d'honnêteté et d'équité. Mais il a fait le contraire depuis ce moment-là, avec les retraités, avec la réforme fiscale, et particulièrement avec les diverses régions de notre pays. Nous entendons tout le temps les mêmes choses. Le premier ministre dit une chose et il fait le contraire. Au lieu d'honnêteté, d'ouverture et d'équité,

le peuple canadien a reçu des promesses rompues, de la déception et de l'inéquité. Encore une fois, le premier ministre a promis une chose et il a fait le contraire.

Avant les élections, le premier ministre a dit que le libre-échange aurait un impact sur notre souveraineté et qu'il s'y opposait pour cette raison.

[Traduction]

Cette opinion avait été exprimée non seulement par le premier ministre avant les élections, mais aussi par d'autres ministres de la Couronne, qui avaient dit des choses extrêmement graves et négatives quand on leur avait demandé leur avis sur les conséquences d'un tel traité sur l'avenir du Canada.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), un ancien premier ministre, avait déclaré qu'il s'opposait à une telle entente parce que nous perdriions des emplois dans certains secteurs critiques de l'économie du Canada. Il avait raison de tenir de tels propos en 1983 et il a raison aujourd'hui à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il devrait s'en tenir à l'avis qu'il avait exprimé en 1983.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Avant les dernières élections, l'actuel secrétaire d'État a déclaré qu'un pareil accord ferait du Canada le parent pauvre des États-Unis. A cette époque-là, il était contre, et je lui dirai que s'il était homme d'intégrité et s'il avait un gouvernement d'intégrité, loin de proposer cette chose ridicule aux Canadiens, il se lèverait pour dire en 1987 ce qu'il a dit en 1983.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Enfin, monsieur le Président, j'ajouterai à cet égard les propos du ministre des Finances (M. Wilson) qui ne dédaigne pas à l'occasion d'emprunter un ton condescendant pour faire la leçon aux députés de l'opposition au sujet des réalités de l'économie. Nous croyons avoir le sens des réalités, surtout celles de l'Amérique du Nord, et surtout en ce qui concerne nos relations avec les États-Unis. Avant de devenir ministre des Finances, il avait déclaré en 1983 qu'un accord de ce genre serait, pour employer ses termes, «simpliste et naïf».

Ce qu'a dit le premier ministre en 1983 avant la conclusion de cet accord, ce qu'a dit le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ce qu'a dit le ministre des Finances quand ils ont affirmé que nous perdriions des emplois d'une importance critique, que nous perdriions notre souveraineté, que nous deviendrions le parent pauvre, qu'un pareil accord serait naïf et simpliste, tout cela c'était exact, et les Canadiens en sont maintenant convaincus.

Les Canadiens en ont ras le bol d'un gouvernement qui a maintenant la mainmise grâce à son importante majorité, qui fait systématiquement le contraire de ce qu'il avait dit, qu'il s'agisse des retraités, de la réforme fiscale, de l'effort régional, et maintenant du sort même du pays qui est en doute. Nous en avons ras le bol de sa duplicité, monsieur le Président, et les Canadiens aussi.

**Des voix:** Bravo!